

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Brussel, 11 juli 2018.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

—  
Nota

*Zitting 2017-2018*

Stukken van het Parlement. Ontwerpdecreet nr. 646-1. — Advies voorgesteld in naam van de commissie hoger onderwijs, onderzoek en media, nr. 646-2. — Advies voorgesteld in naam van de commissie onderwijs, nr. 646-3. — Advies voorgesteld in naam van de commissie cultuur en kind, nr. 646-4. — Advies voorgesteld in naam van de commissie onderwijs voor sociale promotie, jeugd, rechten van de vrouw, en gelijke kansen, nr. 646-5. — Advies voorgesteld in naam van de commissie internationale betrekkingen en Europese zaken, algemene zaken, universitaire ziekenhuizen, gezondheidszorgberoepen en reglement, informatica, controle op de mededelingen van de Regering en de verkiezingsuitgaven, nr. 646-6. — Advies voorgesteld in naam van de commissie hulpverlening aan de jeugd, justitiehuisen, sport en promotie van Brussel, nr. 646-7. — Commissieamendementen, nr. 646-8. — Verslag, nr. 646-9. Tekst aangenomen door de Commissie, nr. 646-10. — Tekst aangenomen tijdens de vergadering, nr. 646-11.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 juli 2018.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/31664]

11 JUILLET 2018. — Décret instituant un statut pour les coordonnateurs de Centres de technologies avancées

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit:

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *De l'enseignement organisé par la Communauté française*

Section I<sup>re</sup>. — Dispositions modifiant le décret du 4 janvier 1999, relatif aux fonctions de promotion et de sélection

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 8 du décret du 4 janvier 1999, relatif aux fonctions de promotion et de sélection, est ajouté un troisième alinéa rédigé comme suit : « La condition visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 6<sup>o</sup>, n'est pas requise pour l'accès à la fonction de sélection de coordonnateur de centre de technologies avancées. »

**Art. 2.** Entre l'article 12bis et l'article 13 du même décret est inséré un article 12ter rédigé comme suit :

« Article 12ter- § 1 Pour être désignés à la fonction de sélection de coordonnateur de centre de technologies avancées relevant de l'enseignement de la Communauté française, les membres du personnel doivent :

1° être nommés soit à la fonction de professeur de cours techniques (CT) ou de Pratiques professionnelles (PP) telle que définie à l'article 6 du Décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, au sein de l'enseignement organisé par la Communauté française ou au sein de l'enseignement libre ou officiel subventionné par la Communauté française;

2° être porteur d'un titre requis ou suffisant pour l'exercice d'une fonction visée au 1<sup>o</sup>.

Dans le cadre de l'application du présent article, le Gouvernement met en concurrence la candidature des membres du personnel répondant aux conditions de l'alinéa 1<sup>er</sup> et de l'article 8, avec celle de personnes répondant à l'une des conditions suivantes :

Etre porteur du grade académique de bachelier visé à l'article 69, § 1<sup>er</sup>, ou à l'article 70, § 1<sup>er</sup>, du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, ainsi que d'une expérience professionnelle utile de trois ans, d'un CESS de l'enseignement général, technique ou professionnel ainsi que d'une expérience professionnelle utile de 6 ans ou d'un certificat d'étude de l'enseignement professionnel ainsi que d'une expérience professionnelle utile de 9 ans. L'expérience utile doit avoir été acquise dans le domaine d'activité du centre de technologies avancées dans lequel le poste est à pourvoir et avoir été valorisée selon la procédure prévue aux articles 23 et 24 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française.

§ 2. Le Chef de l'établissement auquel le centre de technologies avancées est rattaché informe le gouvernement de la vacance de cet emploi au sein de son établissement aussitôt que celle-ci lui est connue. Le profil de fonction pour le recrutement d'un coordonnateur de centre de technologies avancées est composé de deux parties : un profil générique déterminé par le Gouvernement et un profil spécifique proposé par le Comité d'Accompagnement du Centre de Technologies Avancées dans les deux semaines qui suivent la communication de la vacance. Après approbation du profil spécifique, le Gouvernement publie un appel aux candidats pour cet emploi dans les deux mois de la communication de sa vacance. Si ce délai échoit durant une période de vacances scolaires, il est prolongé jusqu'à l'issue de la première semaine qui suit cette période de vacances.

§ 3. Au sein de chaque centre de technologies avancées est créée une Commission de recrutement dont la composition est fixée par le Gouvernement. Elle est présidée par un fonctionnaire général.

Le président et son suppléant sont désignés par le Gouvernement.

Il préside les réunions de toutes les Commissions de recrutement des Centres de Technologies Avancées concernés, relevant d'établissements de l'Enseignement organisé par la Communauté française.

Les candidatures à une fonction de coordonnateur de centres de technologies avancées sont examinées par la commission de recrutement du Centre de Technologies avancées concerné.

Cette commission de recrutement délibère valablement si deux tiers au moins des membres sont présents.

Elle remet un rapport motivé ainsi que son avis au gouvernement.

A compétences égales, la préférence est accordée au membre du personnel nommé à titre définitif tel que défini au § 1, premier alinéa du présent article.

Le Gouvernement désigne le coordonnateur de centre de technologies avancées en qualité de temporaire.

§ 4. Le Gouvernement nomme le coordonnateur de centre de technologies avancées à titre définitif dans l'emploi vacant qu'il occupe lorsqu'il remplit les conditions suivantes :

1° Compter, dans l'enseignement organisé par la Communauté française une ancienneté de service de 600 jours répartis sur trois années scolaires au moins, dont 300 répartis sur deux années scolaires au moins dans la fonction de Coordonnateur de Centre de technologies avancées ;

2° Occuper l'emploi en fonction principale;

3° Ne pas avoir fait l'objet au cours des deux dernières années d'un rapport défavorable tel que visé à l'article 75ter de l'arrêté royal du 22 mars 1969 pour une fonction de sélection et dont le gouvernement détermine la forme spécifique pour cette fonction.

Ce rapport est soumis au membre du personnel, qui dispose de dix jours pour introduire un recours écrit au chef d'établissement.

Dans les quinze jours de la réception du recours, le chef d'établissement notifie sa décision au membre du personnel intéressé. Celui-ci vise la décision et, dans les vingt jours qui suivent la réception de cette notification, a le droit d'introduire, par la voie hiérarchique, un recours devant la Chambre de recours.

Celle-ci donne son avis au Ministre dans un délai maximum de trois mois à la date de la réception.

Le Ministre prend sa décision et attribue le signalement dans le délai d'un mois à partir de la réception de l'avis. »

## CHAPITRE II. — *De l'enseignement subventionné par la Communauté française*

### *Section 1<sup>re</sup>. — Dispositions modifiant le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné*

**Art. 3.** Dans le décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, au titre I<sup>er</sup>, chapitre IV, il est inséré, avant l'article 48, une section I<sup>re</sup> intitulée : « Section I : Dispositions générales. »

**Art. 4.** Dans le même décret, à l'article 50, les termes « d'un cycle ou d'une autre subdivision qui » sont remplacés par les termes « d'un cycle, d'une autre subdivision ou d'un établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées qui ».

**Art. 5.** Dans le même décret, au titre I<sup>er</sup>, chapitre IV, il est inséré, après l'article 50, une section II intitulée : « Section II : Conditions d'accès aux fonctions de sélection à l'exception de la fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées. ».

**Art. 6.** Dans le même décret, au titre I<sup>er</sup>, chapitre IV, il est inséré, après l'article 54sexies, une section III intitulée : « Section III : Dispositions particulières à la fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées. ».

**Art. 7.** Dans le même décret, à la section III, insérée par l'article 6 du présent décret, il est inséré un article 54septies rédigé comme suit :

« Article 54septies - § 1<sup>er</sup>. Préalablement à toute déclaration de vacance d'emploi dans une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées, le Gouvernement arrête les compétences génériques du profil de la fonction de sélection à pourvoir.

§ 2. Lorsqu'au sein d'un Pouvoir Organisateur, un emploi définitivement vacant de coordonnateur de centre de technologies avancées est à pourvoir :

1° le Pouvoir Organisateur détermine les compétences techniques et spécifiques du profil de la fonction de sélection à pourvoir.

Dans ce cadre, il consulte le Comité d'accompagnement du centre de technologies avancées dans lequel l'emploi est à pourvoir et selon le cas, le conseil d'entreprise, l'instance de concertation locale ou, à défaut, la délégation syndicale de l'établissement dont relève l'emploi.

Le Pouvoir Organisateur peut ajouter des critères complémentaires aux conditions d'engagement à titre définitif visées à l'article 54octies, § 2 ou § 3.

2° le Pouvoir Organisateur lance un appel aux candidats selon les formes déterminées par le Gouvernement et sur proposition de la Commission paritaire centrale ;

3° le Pouvoir Organisateur, compte tenu des critères fixés dans le profil de la fonction déterminé conformément au présent article, examine les candidatures répondant aux conditions de l'article 54septies, § 4 ou § 5.

A compétences égales, le membre du personnel remplissant les conditions de l'article 54septies § 4 bénéficie d'une priorité à l'engagement à titre temporaire par rapport au membre du personnel remplissant les conditions de l'article 54septies, § 5.

4° Après examen des candidatures conformément au 3°, le Pouvoir Organisateur choisit librement son candidat et engage à titre temporaire le candidat ainsi sélectionné à l'issue de cette procédure. »

§ 3. Le Pouvoir Organisateur communique aux candidats les motifs de son choix du membre du personnel engagé dans la fonction de sélection à pourvoir eu égard aux critères fixés dans le profil de la fonction déterminé conformément au présent article.

§ 4. Nul ne peut être engagé à titre temporaire dans une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées s'il ne répond, au moment de l'engagement à titre temporaire, aux conditions suivantes :

1° avoir acquis une ancienneté de service de six années au sein de l'enseignement organisé ou subventionné, dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant visées à l'annexe I du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, et calculée selon les modalités fixées à l'article 29bis ;

2° être engagé à titre définitif dans l'une de ces fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion dans l'enseignement organisé ou subventionné ;

3° être titulaire, à titre définitif, avant cet engagement, d'une ou plusieurs fonction(s) comportant au total au moins une demi - charge dans l'enseignement organisé ou subventionné ;

4° exercer à titre définitif une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

5° répondre aux critères du profil de fonction visé à l'article 54septies, § 2, 1° ;

6° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 54septies, § 2, 2°.

§ 5. Peut également prétendre à un engagement à titre temporaire dans une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées le membre du personnel remplissant, au moment de l'engagement à titre temporaire, les conditions suivantes :

1° jouir des droits civils et politiques ;

2° être porteur d'un des titres de capacité suivants :

- le certificat d'étude de 6ème année secondaire professionnelle, complété par une expérience professionnelle utile de 9 années, valorisée selon la procédure prévue aux articles 23 et 24 du Décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, dans le domaine d'activité du centre de technologies avancées concerné par l'appel à candidatures visé à l'article 54septies, § 2, 2° ;

- le certificat d'étude secondaire supérieur complété par une expérience professionnelle utile de 6 années, valorisée selon la procédure prévue aux articles 23 et 24 du Décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, dans le domaine d'activité du centre de technologies avancées concerné par l'appel à candidatures visé à l'article 54septies, § 2, 2° ;

- un titre supérieur du premier cycle tel que défini à l'article 69, 1<sup>er</sup> ou à l'article 70, § 1<sup>er</sup> du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, complété par une expérience professionnelle utile de 3 années, valorisée selon la procédure prévue aux articles 23 et 24 du Décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, dans le domaine d'activité du centre de technologies avancées concerné par l'appel à candidatures visé à l'article 54septies, § 2, 2° ;

3° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique ;

4° être de conduite irréprochable ;

5° satisfaire aux lois sur la milice ;

6° répondre aux critères du profil de fonction visé à l'article 54septies, § 2, 1° ;

7° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 54septies, § 2, 2°. »

**Art. 8.** Dans le même décret, à la section III, insérée par l'article 6 du présent décret, il est inséré un article 54octies rédigé comme suit :

« Article 54octies - § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel engagé à titre temporaire comme coordonnateur de centre de technologies avancées dans le respect de l'article 54septies est engagé à titre définitif dans cette fonction dès qu'il répond aux conditions fixées au présent article.

§ 2. Nul ne peut être engagé à titre définitif dans une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées s'il ne répond, au moment de l'engagement à titre définitif, outre aux conditions reprises à l'article 54septies, § 4, aux conditions suivantes :

1° avoir été désigné à titre temporaire pendant une période ininterrompue de 720 jours suite à l'engagement effectué conformément à l'article 54septies, § 2, 4° ;

2° avoir fait l'objet, dans les trois mois qui précèdent l'issue de cette période, d'une évaluation ayant conduit à l'attribution de la mention « favorable » par le Pouvoir Organisateur de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées dont le membre du personnel relève.

§ 3. Pour la fonction de sélection de coordonnateur de centre de technologies avancées, un membre du personnel recruté par le Pouvoir Organisateur en vertu de l'article 54septies, § 5, peut également être engagé à titre définitif dans cette même fonction s'il répond, au moment de l'engagement à titre définitif, aux autres conditions suivantes :

1° avoir été désigné à titre temporaire pendant une période ininterrompue de 720 jours suite à l'engagement effectué conformément à l'article 54septies, § 2, 4° ;

2° avoir fait l'objet, dans les trois mois qui précèdent l'issue de cette période, d'une évaluation ayant conduit à l'attribution de la mention « favorable » par le Pouvoir Organisateur de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées. »

3° compter, dans l'enseignement subventionné, 720 jours d'ancienneté de service répartis sur trois années scolaires au moins, dont 360 jours dans la fonction auprès du Pouvoir Organisateur répartis sur deux années scolaires au moins ;

4° occuper l'emploi en fonction principale.

§ 4. En cas d'évaluation défavorable à l'issue de la période mentionnée au § 2, 2° et au § 3, 2°, il est mis fin d'office aux fonctions du membre du personnel. A défaut d'évaluation réalisée dans ce délai, celle - ci est présumée favorable.

§ 5. Le coordonnateur de centre de technologies avancées qui se voit attribuer une mention « défavorable » peut introduire par recommandé un recours écrit contre cette mention dans les dix jours de sa notification auprès de la chambre de recours créée par le chapitre IX, section 3 du présent décret.

Les règles de procédure et de fonctionnement prévues par ces dispositions s'appliquent au recours organisé en vertu du présent paragraphe.

La Commission paritaire centrale fixe le modèle de rapport d'évaluation et détermine les modalités selon lesquelles l'évaluation se déroule.

Le membre du personnel qui introduit un recours contre une mention d'évaluation défavorable notifie immédiatement au Pouvoir Organisateur de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées dont il relève une copie de son recours.

La Chambre de recours visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> remet son avis au Pouvoir Organisateur de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées dont relève le membre du personnel dans un délai maximum de 45 jours calendrier à partir de la date de réception du recours. Le même Pouvoir Organisateur prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au coordonnateur dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis.

§ 6. Le Pouvoir Organisateur de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées dont le membre du personnel relève motive l'attribution d'une mention « défavorable » au coordonnateur au sens de l'article 3, § 11 du présent décret. ».

**Art. 9.** Dans le même décret, à la section III, insérée par l'article 6 du présent décret, il est inséré un article 54<sup>novies</sup> rédigé comme suit :

« Article 54<sup>novies</sup>. - L'engagement à titre définitif dans la fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées ne peut se faire que si l'emploi est occupé en fonction principale. ».

**Art. 10.** Dans le même décret, à la section III, insérée par l'article 6 du présent décret, il est inséré un article 54<sup>decies</sup> rédigé comme suit :

« Article 54<sup>decies</sup> - § 1<sup>er</sup> - La fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant, au moment de l'engagement, les conditions prévues à l'article 54<sup>septies</sup>, § 4, 1<sup>o</sup> à 6<sup>o</sup> ou § 5, 1<sup>o</sup> à 7<sup>o</sup> :

- 1<sup>o</sup> en cas d'absence du titulaire de la fonction pour une durée de plus de quinze semaines ;
- 2<sup>o</sup> ou dans le cas visé à l'article 50.

Pendant cette période, le membre du personnel visé à l'article 54<sup>octies</sup>, § 1<sup>er</sup> reste titulaire de l'emploi dans lequel il est engagé à titre définitif le cas échéant auprès de son Pouvoir Organisateur d'origine.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, pour tout engagement d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines, la condition visée à l'article 54<sup>septies</sup>, § 4, 6<sup>o</sup> ou § 5, 7<sup>o</sup> n'est pas exigée. »

**Art. 11.** Dans le même décret, à la section III, insérée par l'article 6 du présent décret, il est inséré un article 54<sup>undecies</sup> rédigé comme suit :

« Article 54<sup>undecies</sup> - § 1<sup>er</sup>. Tout engagement temporaire dans un emploi de coordonnateur de centre de technologies avancées est établi par écrit, conformément à l'article 31 et à l'exception du 8<sup>o</sup>.

Un engagement temporaire dans une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées prend fin d'un commun accord, par décision du Pouvoir Organisateur ou par application du chapitre VIII.

Toutefois, la fin de l'année scolaire est sans incidence sur l'engagement temporaire dans un emploi de coordonnateur de centre de technologies avancées.

§ 2. Le Pouvoir Organisateur ne peut procéder à un engagement à titre temporaire dans un emploi de coordonnateur de centre de technologies avancées s'il est tenu, par les dispositions relatives à la réaffectation, de conférer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi. ».

*Section II. — Dispositions modifiant le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné*

**Art. 12.** Dans le décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, au chapitre IV, il est inséré, avant l'article 37, une section I<sup>re</sup> intitulée : « Section I : Dispositions générales ».

**Art. 13.** Dans le même décret, à l'article 39, les termes « d'un cycle ou d'une autre subdivision qui » sont remplacés par les termes « d'un cycle, d'une autre subdivision ou d'un établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées qui ».

**Art. 14.** Dans le même décret, au chapitre IV, il est inséré, après l'article 39, une section II intitulée : « Section II : Conditions d'accès aux fonctions de sélection à l'exception de la fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées. »

**Art. 15.** Dans le même décret, au chapitre IV, il est inséré, après l'article 44 quater, une section III intitulée : « Section III : Dispositions particulières à la fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées. »

**Art. 16.** Dans le même décret, à la section III, insérée par l'article 15 du présent décret, il est inséré un article 44<sup>quinquies</sup> rédigé comme suit :

« Article 44<sup>quinquies</sup> - § 1<sup>er</sup>. Préalablement à toute déclaration de vacance d'emploi dans une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées, le Gouvernement arrête les compétences génériques du profil de la fonction de sélection à pourvoir.

§ 2. Lorsqu'au sein d'un Pouvoir Organisateur, un emploi définitivement vacant de coordonnateur de centre de technologies avancées est à pourvoir :

1<sup>o</sup> le Pouvoir Organisateur détermine les compétences techniques et spécifiques du profil de la fonction de sélection à pourvoir.

Dans ce cadre, il consulte le Comité d'accompagnement du centre de technologies avancées dans lequel l'emploi est à pourvoir et selon le cas, l'instance de concertation locale ou, à défaut, la délégation syndicale de l'établissement dont relève l'emploi.

Le Pouvoir Organisateur peut ajouter des critères complémentaires aux conditions de nomination à titre définitif visées à l'article 44<sup>sexies</sup>, § 1<sup>er</sup> ou § 2.

2<sup>o</sup> le Pouvoir Organisateur lance un appel aux candidats selon les formes déterminées par le Gouvernement et sur proposition de la Commission paritaire centrale ;

3<sup>o</sup> le Pouvoir Organisateur, compte tenu des critères fixés dans le profil de la fonction déterminé conformément au présent article, examine les candidatures répondant aux conditions de l'article 44<sup>quinquies</sup>, § 3 ou § 4.



A compétences égales, le membre du personnel remplissant les conditions de l'article 44quinquies, § 3 bénéficie d'une priorité à la désignation à titre temporaire par rapport au membre du personnel remplissant les conditions de l'article 44quinquies, § 4.

4° Après examen des candidatures conformément au 3°, le Pouvoir Organisateur choisit librement son candidat et désigne à titre temporaire le candidat ainsi sélectionné à l'issue de cette procédure.

§ 3. Nul ne peut être désigné à titre temporaire dans une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées s'il ne répond, au moment de la désignation à titre temporaire, aux conditions suivantes :

1° avoir acquis une ancienneté de service de six années au sein de l'enseignement organisé ou subventionné, dans une des fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant visées à l'annexe I du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, et calculée selon les modalités fixées à l'article 34 ;

2° être nommé à titre définitif dans l'une de ces fonctions de recrutement, de sélection ou de promotion;

3° être titulaire, à titre définitif d'une ou plusieurs fonction(s) comportant au moins la moitié du nombre minimum d'heures requis pour former une fonction à prestations complètes dans l'enseignement organisé ou subventionné ;

4° exercer à titre définitif au sein de l'enseignement organisé ou subventionné une ou plusieurs fonctions donnant accès à la fonction de sélection à conférer et être porteur d'un titre de capacité conformément à l'article 101 du décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs ;

5° répondre aux critères du profil de fonction visé à l'article 44quinquies, § 2, 1° ;

6° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 44quinquies, § 2, 2°.

§ 4. Peut également prétendre à une désignation à titre temporaire dans une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées le membre du personnel remplissant, au moment de la désignation à titre temporaire, les conditions suivantes :

1° jouir des droits civils et politiques ;

2° être porteur d'un des titres de capacité suivants :

- le certificat d'étude de 6ème année secondaire professionnelle, complété par une expérience professionnelle utile de 9 années, valorisée selon la procédure prévue aux articles 23 et 24 du Décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, dans le domaine d'activité du centre de technologies avancées concerné par l'appel à candidatures visé à l'article 44quinquies, § 2, 2° ;

- le certificat d'étude secondaire supérieur complété par une expérience professionnelle utile de 6 années, valorisée selon la procédure prévue aux articles 23 et 24 du Décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, dans le domaine d'activité du centre de technologies avancées concerné par l'appel à candidatures visé à l'article 44quinquies, § 2, 2° ;

- un titre supérieur du premier cycle tel que défini à l'article 69, 1<sup>er</sup> ou à l'article 70, § 1<sup>er</sup> du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, complété par une expérience professionnelle utile de 3 années, valorisée selon la procédure prévue aux articles 23 et 24 du Décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française, dans le domaine d'activité du centre de technologies avancées concerné par l'appel à candidatures visé à l'article 44quinquies, § 2, 2° ;

3° satisfaire aux dispositions légales et réglementaires relatives au régime linguistique ;

4° être de conduite irréprochable ;

5° satisfaire aux lois sur la milice ;

6° répondre aux critères du profil de fonction visé à l'article 44quinquies, § 2, 1° ;

7° avoir répondu à l'appel aux candidats visé à l'article 44quinquies, § 2, 2°. »

**Art. 17.** Dans le même décret, à la section III, insérée par l'article 15 du présent décret, il est inséré un article 44sexies rédigé comme suit :

« Article 44sexies - § 1<sup>er</sup>. Le membre du personnel désigné à titre temporaire comme coordonnateur de centre de technologies avancées dans le respect de l'article 44quinquies est nommé à titre définitif dans cette fonction dès qu'il répond aux conditions fixées au présent article.

§ 2. Nul ne peut être nommé à titre définitif dans une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées s'il ne répond, au moment de la nomination à titre définitif, outre aux conditions reprises à l'article 44quinquies, § 3, aux conditions suivantes :

1° avoir été désigné à titre temporaire pendant une période ininterrompue de 600 jours suite à l'engagement effectué conformément à l'article 44quinquies, § 2, 4° ;

2° avoir fait l'objet, dans les trois mois qui précèdent l'issue de cette période, d'une évaluation ayant conduit à l'attribution de la mention « favorable » par le Pouvoir Organisateur de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées dont le membre du personnel relève.

§ 3. Pour la fonction de sélection de coordonnateur de centre de technologies avancées, un membre du personnel recruté par le Pouvoir Organisateur en vertu de l'article 44quinquies, § 4, peut également être nommé à titre définitif dans cette même fonction s'il répond, au moment de la nomination à titre définitif, aux autres conditions suivantes :

1° avoir été désigné à titre temporaire pendant une période ininterrompue de 600 jours suite à l'engagement effectué conformément à l'article 44quinquies, § 2, 4° ;

2° avoir fait l'objet, dans les trois mois qui précèdent l'issue de cette période, d'une évaluation ayant conduit à l'attribution de la mention « favorable » par le Pouvoir Organisateur de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées. »

3° compter, dans l'enseignement subventionné, 600 jours d'ancienneté de service répartis sur trois années scolaires au moins, dont 300 jours dans la fonction auprès du Pouvoir Organisateur répartis sur deux années scolaires au moins ;

4° occuper l'emploi en fonction principale

§ 4. En cas d'évaluation défavorable à l'issue de la période mentionnée au § 2, 2° et au § 3, 2°, il est mis fin d'office aux fonctions du membre du personnel.

A défaut d'évaluation réalisée dans ce délai, celle-ci est présumée favorable.

§ 5. Le coordonnateur de centre de technologies avancées qui se voit attribuer une mention « défavorable » peut introduire par recommandé un recours écrit contre cette mention dans les dix jours de sa notification auprès de la chambre de recours créée par le chapitre X du présent décret.

Les règles de procédure et de fonctionnement prévues par ces dispositions s'appliquent au recours organisé en vertu du présent paragraphe.

La Commission paritaire centrale fixe le modèle de rapport d'évaluation et détermine les modalités selon lesquelles l'évaluation se déroule.

Le membre du personnel qui introduit un recours contre une mention d'évaluation défavorable notifie immédiatement au Pouvoir Organisateur de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées dont il relève une copie de son recours.

La Chambre de recours visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> remet son avis au Pouvoir Organisateur de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées dont relève le membre du personnel dans un délai maximum de 45 jours calendrier à partir de la date de réception du recours. Le même Pouvoir Organisateur prend sa décision et attribue la mention d'évaluation au coordonnateur dans un délai maximum d'un mois à dater de la réception de l'avis. ».

**Art. 18.** Dans le même décret, à la section III, insérée par l'article 15 du présent décret, il est inséré un article 44septies rédigé comme suit :

« Article 44septies – Nul ne peut être nommé à une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées si l'emploi de cette fonction n'est pas occupé en fonction principale. ».

**Art. 19.** Dans le même décret, à la section III, insérée par l'article 15 du présent décret, il est inséré un article 44octies rédigé comme suit :

« Article 44octies – § 1<sup>er</sup>. La fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées peut être confiée temporairement à un membre du personnel remplissant les conditions prévues à l'article 44quinquies, § 3, 1° à 6° ou § 4, 1° à 7° :

1° en cas d'absence du titulaire de la fonction pour une durée de plus de quinze semaines ;

2° ou dans le cas visé à l'article 39.

Pendant cette période, le membre du personnel visé à l'article 44sexies, § 1<sup>er</sup> reste titulaire de l'emploi dans lequel il est nommé définitivement le cas échéant auprès de son Pouvoir Organisateur d'origine.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, pour tout engagement d'une durée égale ou inférieure à quinze semaines, la condition visée à l'article 44quinquies, § 3, 6° ou § 4, 7° n'est pas exigée. »

**Art. 20.** Dans le même décret, à la section III, insérée par l'article 15 du présent décret, il est inséré un article 44novies rédigé comme suit :

« Article 44novies - § 1<sup>er</sup>. Toute désignation temporaire dans un emploi de coordonnateur de centre de technologies avancées est établie par écrit, en reprenant les mentions visées à l'article 21, à l'exception du 7°.

§ 2. Le Pouvoir Organisateur ne peut procéder à une désignation temporaire dans un emploi de coordonnateur de centre de technologies avancées s'il est tenu, par les dispositions relatives à la réaffectation, de conférer cet emploi à un membre du personnel mis en disponibilité par défaut d'emploi.

§ 3. Une désignation temporaire dans un emploi de coordonnateur de centre de technologies avancées prend fin :

a) d'un commun accord;

b) par décision du Pouvoir Organisateur suite à la procédure visée au § 4 du présent article

c) ou par application de l'article 22, alinéa 1<sup>er</sup>.

Toutefois, la fin de l'année scolaire est sans incidence sur la désignation temporaire dans cet emploi de sélection.

§ 4. Moyennant un préavis de quinze jours, le Pouvoir Organisateur peut mettre fin à la désignation d'un membre du personnel désigné à titre temporaire dans une fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées.

Préalablement à la notification de toute décision de fin de désignation, le membre du personnel doit avoir été invité à se faire entendre par le Pouvoir Organisateur.

La convocation à l'audition, ainsi que les motifs en raison desquels le Pouvoir Organisateur envisage de mettre fin à la désignation du membre du personnel lui sont notifiés cinq jours ouvrables au moins avant l'audition, soit par lettre recommandée à la poste, soit par la remise d'une lettre de la main à la main avec accusé de réception. Lors de l'audition, le membre du personnel peut se faire assister ou représenter par un avocat, par un défenseur choisi parmi les membres du personnel en activité de service ou pensionnés de l'enseignement officiel subventionné ou par un représentant d'une organisation syndicale représentant les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné affiliée à des organisations siégeant au Conseil national du Travail.

L'audition fait l'objet d'un procès-verbal.

La procédure se poursuit valablement lorsque le membre du personnel dûment convoqué ne se présente pas à l'audition ou n'y est pas représenté. ».

*Section III. — Dispositions modifiant le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs*

**Art. 21.** Dans le décret du 2 février 2007 fixant le statut des directeurs, à l'article 101, il est inséré deux nouveaux alinéas rédigés comme suit après le deuxième alinéa :

« Les titres de capacité et les fonctions visés à l'article 44<sup>sexies</sup>, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné, pour la fonction de sélection reprise à la colonne 1 du tableau qui suit (tableau I) sont ceux et celles figurant en regard de dite fonction dans les colonnes 2 et 3 du même tableau.

Les titres de capacité et les fonctions visés à l'article 54<sup>octies</sup>, § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, pour la fonction de sélection reprise à la colonne 1 du tableau qui suit (tableau I) sont ceux et celles figurant en regard de dite fonction dans les colonnes 2 et 3 du même tableau. ».

**Art. 22.** Dans le même décret, dans le tableau I, la rubrique suivante est ajoutée après la rubrique « coordonnateur d'un centre d'éducation et de formation en alternance » :

1. Fonction de sélection	2. Fonction(s) exercée(s)	3. Titre(s) de capacité
Coordonnateur de centre de technologies avancées	Fonction de recrutement, de sélection ou de promotion de la catégorie du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement secondaire du degré inférieur ou du degré supérieur ou de l'un et l'autre degré	Si le membre du personnel exerce une fonction de recrutement : un des titres requis ou des titres suffisants pour une fonction de professeur de cours techniques ou de professeur de pratique professionnelle

*CHAPITRE III. — Dispositions transversales*

*Section I<sup>re</sup>. — Dispositions modifiant le décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection*

**Art. 23.** A l'article 5 du décret du 4 janvier 1999 relatif aux fonctions de promotion et de sélection, tel que complété par les décrets du 27 mars 2002 et du 9 février 2017, est ajouté un 6<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 6<sup>o</sup> coordonnateur de centre de technologies avancées »

*Section II. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 27 juin 1974, fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat*

**Art. 24.** Dans l'arrêté royal du 27 juin 1974, fixant au 1<sup>er</sup> avril 1972 les échelles des fonctions des membres du personnel directeur et enseignant du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement de l'Etat, des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, des membres du personnel du service d'inspection de l'enseignement par correspondance et de l'enseignement primaire subventionné et des échelles des grades du personnel des centres psycho-médico-sociaux de l'Etat, au Chapitre *Dbis*. « Du personnel directeur et enseignant de l'enseignement secondaire », après la fonction « Directeur d'un centre technique horticole de l'enseignement de la Communauté française » est ajoutée la fonction « 14. Coordonnateur de centre de technologies avancées 416 »

*Section III. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 25.** Dans l'arrêté royal du 15 janvier 1974 pris en application de l'article 160 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique et normal de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, l'article 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, est complété comme suit :

« Par dérogation aux dispositions qui précèdent, les coordonnateurs de centres de technologies avancées bénéficient d'un congé de vacances annuelles fixé comme suit :

a) Vacances de Noël : du 21 décembre au 3 janvier inclus ou du 22 décembre au 4 janvier inclus ou du 23 décembre au 5 janvier inclus ;

b) Vacances d'été : du 15 juillet au 15 août inclus ;

c) 10 autres jours ouvrables autres que ceux visés aux points a) et b), à prendre en accord avec le chef de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées auquel ils sont rattachés.

*Section IV. — Disposition modifiant l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique*

**Art. 26.** Dans l'article 17, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté royal du 15 avril 1958 portant statut pécuniaire du personnel enseignant, scientifique et assimilé du Ministère de l'Instruction publique, tel que modifié par les décrets des 20 décembre 2001, 3 mars 2004, 4 mai 2005, 13 décembre 2007, 11 janvier 2008, 9 mai 2008, 19 février 2009 et 12 juillet 2012, les mots « ainsi que pour le membre du personnel enseignant le travail manuel dans l'enseignement primaire » sont remplacés par les mots « ainsi que pour le membre du personnel enseignant le travail manuel dans l'enseignement primaire et pour le coordonnateur de centre de technologies avancées »

*Section V.* — Disposition modifiant l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions – traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho-médico – sociaux

**Art. 27.** A l'article 2 de l'arrêté royal n°297 du 31 mars 1984 relatif aux charges, traitements, subventions – traitements et congés pour prestations réduites dans l'enseignement et les centres psycho – médico – sociaux, tel que modifié par l'arrêté royal du 29 août 1986, il est inséré un § 3 rédigé comme suit : « Dans l'enseignement secondaire de plein exercice, le coordonnateur de centre de technologies avancées qui exerce sa fonction à prestations complètes assure des prestations à concurrence de 38 heures par semaine. Par ailleurs, les emplois de coordonnateurs de centre de technologies avancées peuvent être confiés à deux membres du personnel qui sont chargés chacun d'une demi – charge, après avis préalable, dans l'enseignement organisé par la Communauté française, du comité de concertation de base, dans l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, de la commission paritaire locale, et dans l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou, à défaut, de la délégation syndicale, avec droit d'évocation du bureau de conciliation en cas de désaccord. »

*Section VI.* — Dispositions transitoires

**Art. 28.** Le coordonnateur de centre de technologies avancées selon le cas, désigné ou engagé

1° en application de l'article 18 du décret de la Région wallonne du 25 avril 2002 relatif aux aides visant à favoriser l'engagement de demandeurs d'emploi inoccupés par les pouvoirs locaux, régionaux et communautaires, par certains employeurs du secteur non – marchand, de l'enseignement et du secteur marchand ;

2° en application de l'article 7 du décret du 24 juin 1996 portant réglementation des missions, des congés pour mission et des mises en disponibilité pour mission spéciale dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Communauté française ;

3° en application de l'article 12<sup>ter</sup> du décret du 4 janvier 1999, relatif aux fonctions de promotion et de sélection ;

et qui compte une ancienneté de 720 jours dans l'enseignement libre subventionné, de 600 jours dans l'enseignement officiel subventionné ou dans l'enseignement organisé par la Communauté française, dans la fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées au 1<sup>er</sup> septembre 2018 bénéficie, s'il en fait la demande auprès du Pouvoir Organisateur de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées dont il relève, des dispositions transitoires reprises à la présente section.

**Art. 29.** Le coordonnateur de centre de technologies avancées visé à l'article précédent bénéficie d'un engagement à titre définitif/nomination à titre définitif aux conditions suivantes:

- avoir exercé ses fonctions dans le même centre de technologies avancées et compter, à dater du 1<sup>er</sup> septembre 2018, une ancienneté dans la fonction de 360 jours dans l'enseignement libre subventionné ou de 300 jours dans l'enseignement officiel subventionné ou dans l'enseignement organisé par la Communauté française ;

- avoir fait l'objet d'une évaluation ayant conduit à l'attribution de la mention « favorable » et réalisée selon les modalités prévues selon le cas, à l'article 54<sup>octies</sup>, § 4 à 6 du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné ou à l'article 44<sup>sexies</sup>, § 4 et 5 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement officiel subventionné.

Cette évaluation est effectuée par le Pouvoir Organisateur de l'établissement secondaire dont dépend le centre de technologies avancées dont le coordonnateur relève et est fondée sur le profil de fonction visé selon le cas, à l'article 54<sup>septies</sup>, § 2,1° du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 précité ou à l'article 44<sup>quinquies</sup>, § 2, 1° du décret du 6 juin 1994 précité.

Elle tient compte du contexte global dans lequel est amené à évoluer le coordonnateur et des moyens mis à sa disposition.

Pour l'enseignement organisé par la Communauté française, avoir fait l'objet d'un rapport tel que visé à l'article 75<sup>ter</sup> de l'arrêté royal du 22 mars 1969, fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, ayant conduit à l'attribution de la mention « favorable ». Un tel rapport devra être rédigé entre le 3 et le 28 juin 2019.

**Art. 30.** § 1<sup>er</sup>. Les membres du personnel selon le cas, engagés ou nommés à titre définitif en vertu de l'article précédent bénéficient, sans limite de temps, des échelles de traitement attachées à la nouvelle fonction de coordonnateur de centre de technologies avancées, sauf si l'échelle de traitement afférente à leur fonction antérieure leur procure une rémunération plus élevée.

§ 2. Par ailleurs, les services prestés antérieurement au 1<sup>er</sup> septembre 2018 par le membre du personnel visé à l'article 28 seront pris en compte dans le calcul de son ancienneté administrative.

*Section VII.* — Disposition finale

**Art. 31.** Le présent décret entre en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 juillet 2018.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de Justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,

R. MADRANE



La Ministre de l'Éducation,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

La Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des Femmes et de l'Égalité des Chances,  
I. SIMONIS

—  
Note

*Session 2017-2018*

Documents du Parlement.

- Projet de décret, n°655-1.

- Rapport de commission, n° 65-2.

- Texte adopté en séance plénière, n° 655-3.

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 11 juillet 2018.

—  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/31664]

**11 JULI 2018. — Decreet tot instelling van een statuut voor de  
coördinatoren van de centra voor gevorderde technologieën**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Betreffende het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap*

*Afdeling I. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 4 januari 1999  
betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten*

**Artikel 1.** In artikel 8 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten wordt een derde lid, luidend als volgt, toegevoegd: "De voorwaarde bedoeld onder 6° van het eerste lid wordt niet vereist voor de toegang tot het selectieambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën."

**Art. 2.** Tussen artikel 12*bis* en artikel 13 van hetzelfde decreet, wordt een artikel 12*ter*, luidend als volgt, toegevoegd:

"Artikel 12*ter* - § 1 Om aangesteld te worden in het selectieambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën van de Franse Gemeenschap, moeten de personeelsleden:

1° benoemd zijn in het ambt van leraar technische vakken (TV) of beroepspraktijk (BP) zoals bepaald in artikel 6 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs of in het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde vrije of officiële onderwijs;

2° Houder zijn van een vereist of voldoende bekwaamheidsbewijs voor de uitoefening van een ambt bedoeld in 1°.

In het kader van de toepassing van huidig artikel, laat de regering de kandidatuur van personeelsleden die de voorwaarden uit het eerste lid en artikel 8 vervullen, concurreren met die van kandidaten die één van de volgende voorwaarden vervullen:

Houder zijn van de academische graad van bachelor bedoeld in artikel 69, § 1, of artikel 70, § 1 van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies met drie jaar nuttige beroepservaring, van een getuigschrift van het secundair algemeen, technisch of beroepsonderwijs (CESS) met 6 jaar nuttige beroepservaring of van een getuigschrift van het beroepsonderwijs met 9 jaar nuttige beroepservaring. De nuttige ervaring moet verworven zijn in het activiteitendomein van het centrum voor gevorderde technologieën waarin de betrekking moet worden toegekend en moet aangerekend worden volgens de procedure voorzien in artikelen 23 en 24 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs.

§ 2. Het hoofd van de onderwijsinrichting waartoe het centrum voor gevorderde technologieën behoort, stelt de regering in kennis van de vacature voor deze betrekking zodra hij er zelf van op de hoogte is. Het functieprofiel voor de aanwerving van een coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën bestaat uit twee delen: een algemeen profiel bepaald door de Regering en een specifiek profiel dat binnen de twee weken na de kennisgeving van de vacature door het begeleidingscomité van het centrum voor gevorderde technologieën wordt voorgesteld. Na goedkeuring van het specifieke profiel, publiceert de Regering een oproep tot kandidatuurstelling voor die betrekking binnen de twee maanden na de kennisgeving van de vacature. Als die termijn vervalt tijdens een schoolvakantieperiode, wordt hij verlengd tot het einde van de eerste week na die vakantieperiode.

§ 3. In elk centrum voor gevorderde technologieën wordt een aanwervingscommissie opgericht waarvan de samenstelling door de regering wordt bepaald. Ze wordt voorgezeten door een ambtenaar-generaal.

De voorzitter en zijn vervanger worden door de Regering aangesteld.

Hij zit de vergaderingen van alle aanwervingscommissies van de betrokken Centra voor gevorderde technologieën toebehorend aan onderwijsinrichtingen georganiseerd door de Franse Gemeenschap voor.

De kandidaturen voor een ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën worden onderzocht door de aanwervingscommissie van het betrokken centrum voor gevorderde technologieën.

Die commissie kan geldig beraadslagen zodra minstens twee derden van haar leden aanwezig zijn.

Ze brengt zowel een met redenen omkleed verslag als haar advies uit aan de regering.

Bij gelijke vaardigheden, wordt de voorkeur gegeven aan het vast benoemde personeelslid zoals bepaald in § 1, eerste lid, van huidig artikel.

De Regering stelt de coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën aan in tijdelijk verband.

§ 4. De Regering benoemt de coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën in vast verband in de vacante betrekking die hij uitoefent als hij de volgende voorwaarden vervult:

1° beschikken over 600 dagen dienstanciënniteit in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, gespreid over minstens drie schooljaren, waarvan 300 gespreid over minstens twee schooljaren in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën;

2° De betrekking uitoefenen als hoofdambt;

3° Gedurende de laatste twee schooljaren voor dit ambt geen voorwerp hebben uitgemaakt van een ongunstig verslag voor een selectieambt opgesteld volgens het door de Regering bepaalde model, zoals bedoeld in artikel 75<sup>ter</sup> van het koninklijk besluit van 22 maart 1969.

Dit verslag wordt voorgelegd aan het personeelslid, dat beschikt over tien dagen om schriftelijk beroep aan te tekenen bij het inrichtingshoofd.

Het inrichtingshoofd betekent zijn beslissing aan het betrokken personeelslid binnen de vijftien dagen na ontvangst van het beroep. Het personeelslid viseert de beslissing en heeft het recht om binnen de twintig dagen na de ontvangst van deze kennisgeving langs hiërarchische weg beroep aan te tekenen bij de Raad van Beroep.

Die maakt zijn advies over aan de Minister binnen een maximale termijn van drie maanden na de ontvangstdatum.

De Minister neemt zijn beslissing en kent de beoordeling toe binnen een termijn van één maand na de ontvangst van het advies."

## HOOFDSTUK II. — *Betreffende het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

### *Afdeling I. — Bepaling tot wijziging van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs*

**Art. 3.** In het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs wordt onder titel I, hoofdstuk IV, voor artikel 48 een afdeling 1 toegevoegd, getiteld: "Afdeling I: Algemene bepalingen."

**Art. 4.** In artikel 50 van hetzelfde decreet worden de woorden "een cyclus of een andere onderafdeling" vervangen door de woorden "een cyclus, een andere onderafdeling of een secundaire onderwijsinrichting waarvan het centrum voor gevorderde technologieën afhangt".

**Art. 5.** In hetzelfde decreet wordt onder titel I, hoofdstuk IV, na artikel 50, een afdeling II toegevoegd, getiteld: "Afdeling II: Toegangsvoorwaarden tot selectieambten, met uitzondering van het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën."

**Art. 6.** In hetzelfde decreet wordt onder titel I, hoofdstuk IV, na artikel 54<sup>sexies</sup>, een afdeling III toegevoegd, getiteld: "Afdeling III: Specifieke bepalingen betreffende het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën."

**Art. 7.** In hetzelfde decreet wordt in afdeling III, toegevoegd door artikel 6 van huidig decreet, een artikel 54<sup>septies</sup>, luidend als volgt, toegevoegd:

"Artikel 54<sup>septies</sup> - § 1. Voorafgaande aan de aankondiging van de vacature van een betrekking in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën, vaardigt de Regering de algemene vaardigheden van het profiel voor het openstaande selectieambt uit.

§ 2. Als er bij een inrichtende macht een definitief openstaande betrekking van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën moet worden ingevuld:

1° Bepaalt de inrichtende macht de technische en specifieke vaardigheden vereist in het profiel voor het openstaande selectieambt.

In dat kader raadpleegt ze het begeleidingscomité van het centrum voor gevorderde technologieën waarvoor de betrekking moet worden ingevuld en, naargelang het geval, de ondernemingsraad, de plaatselijke overleginstantie of, bij ontstentenis daarvan, de vakbondsafvaardiging van de inrichting waaronder de betrekking ressorteert.

De inrichtende macht mag aanvullende criteria toevoegen aan de voorwaarden voor een aanwerving in vast verband bedoeld in artikel 54<sup>octies</sup>, § 2 of § 3.

2° Lanceert de inrichtende macht een oproep tot kandidatuurstelling volgens de vormen bepaald door de Regering en op voorstel van het Centraal paritair comité;

3° Onderzoekt de inrichtende macht de kandidaturen die beantwoorden aan de voorwaarden van artikel 54<sup>septies</sup>, § 4 of § 5, rekening houdend met de criteria bepaald in het functieprofiel opgesteld in toepassing van huidig artikel.

Bij gelijke vaardigheden, krijgt het personeelslid dat de voorwaarden van artikel 54<sup>septies</sup>, § 4, vervult, bij de aanwerving in tijdelijk verband voorrang op het personeelslid dat de voorwaarden van artikel 54<sup>septies</sup>, § 5, vervult.

4° Na onderzoek van de kandidaturen overeenkomstig punt 3°, kiest de inrichtende macht vrij haar kandidaat en werft ze na afloop van deze procedure de aldus geselecteerde kandidaat aan in tijdelijk verband."

§ 3. De inrichtende macht deelt aan de kandidaten de redenen mee van haar keuze voor het personeelslid dat in het selectieambt werd aangeworven rekening houdend met de criteria bepaald in het functieprofiel dat in toepassing van huidig artikel werd bepaald.

§ 4. Niemand mag in tijdelijk verband in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën worden aangeworven als hij op het ogenblik van de aanwerving in tijdelijk verband de volgende voorwaarden niet vervult:

1° beschikken over 6 jaar dienstanciënniteit in het georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs, in een wervings-, selectie- of bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel bedoeld in bijlage I van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en berekend volgens de modaliteiten bepaald in artikel 29<sup>bis</sup>;

2° aangeworven zijn in vast verband in één van die wervings-, selectie- of bevorderingsambten in het georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

3° voorafgaande aan deze aanwerving, titularis in vast verband zijn van één of meerdere ambten met een totaal van minstens een halve opdracht in het georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs;

4° in vast verband één of meer ambten uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs;

5° beantwoorden aan de criteria van het functieprofiel bedoeld in artikel 54septies, § 2, 1°;

6° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidatuurstelling bedoeld in artikel 54septies, § 2, 2°.

§ 5. Kan eveneens aanspraak maken op een aanwerving in tijdelijk verband in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën, het personeelslid dat op het ogenblik van de aanwerving in tijdelijk verband de volgende voorwaarden vervult:

1° beschikken over zijn burgerrechten en politieke rechten;

2° houder zijn van één van de volgende bekwaamheidsbewijzen:

- getuigschrift van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs, aangevuld met 9 jaar nuttige beroepservaring, aangerekend volgens de procedure voorzien in artikelen 23 en 24 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, in het activiteitendomein van het centrum voor gevorderde technologieën waarop de oproep tot kandidatuurstelling bedoeld in artikel 54septies, § 2, 2°, betrekking heeft;

- getuigschrift van hoger secundair onderwijs, aangevuld met 6 jaar nuttige beroepservaring, aangerekend volgens de procedure voorzien in artikelen 23 en 24 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde en secundair onderwijs, in het activiteitendomein van het centrum voor gevorderde technologieën waarop de oproep tot kandidatuurstelling bedoeld in artikel 54septies, § 2, 2°, betrekking heeft;

- getuigschrift van de eerste graad van het hoger onderwijs, zoals bepaald in artikel 69, § 1, of artikel 70, § 1; van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies aangevuld met 3 jaar nuttige beroepservaring, aangerekend volgens de procedure voorzien in artikelen 23 en 24 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, in het activiteitendomein van het centrum voor gevorderde technologieën waarop de oproep tot kandidatuurstelling bedoeld in artikel 54septies, § 2, 2°, betrekking heeft;

3° in regel zijn met de wets- en reglementsbevestigingen betreffende de taalregeling;

4° van onberispelijk gedrag zijn;

5° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

6° beantwoorden aan de criteria van het functieprofiel bedoeld in artikel 54septies, § 2, 1°;

7° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidatuurstelling bedoeld in artikel 54septies, § 2, 2°."

**Art. 8.** In hetzelfde decreet wordt in afdeling III, toegevoegd door artikel 6 van huidig decreet, een artikel 54octies, luidend als volgt, toegevoegd:

"Artikel 54octies- § 1. Het personeelslid aangeworven in tijdelijk verband als coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën overeenkomstig artikel 54septies, wordt in vast verband in dat ambt aangeworven zodra hij voldoet aan de voorwaarden bepaald in huidig artikel.

§ 2. Niemand mag in vast verband worden aangeworven in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën als hij op het ogenblik van de aanwerving in vast verband, naast de voorwaarden vermeld in artikel 54septies, § 4, de volgende voorwaarden niet vervult:

1° in tijdelijk verband aangesteld zijn gedurende een ononderbroken periode van 720 dagen ten gevolge van de aanwerving uitgevoerd in toepassing van artikel 54septies, § 2, 4°;

2° in de loop van de drie maanden voorafgaand aan het einde van die periode een evaluatie hebben ondergaan met vermelding "positief" door de inrichtende macht van de secundaire onderwijsinrichting waarvan het centrum voor gevorderde technologieën waaronder het personeelslid ressorteert, afhangt."

§ 3. Een door de inrichtende macht aangeworven personeelslid overeenkomstig artikel 54septies, § 5, kan eveneens in vast verband in het selectieambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën worden aangeworven als hij op het ogenblik van de aanwerving in vast verband de volgende voorwaarden vervult:

1° in tijdelijk verband aangesteld zijn gedurende een ononderbroken periode van 720 dagen ten gevolge van de aanwerving uitgevoerd in toepassing van artikel 54septies, § 2, 4°;

2° in de loop van de drie maanden voorafgaand aan het einde van die periode een evaluatie hebben ondergaan met vermelding "positief" door de inrichtende macht van de secundaire onderwijsinrichting waarvan het centrum voor gevorderde technologieën afhangt."

3° beschikken over 720 dagen dienstanciënniteit in het gesubsidieerd onderwijs, gespreid over minstens drie schooljaren, waarvan 360 dagen in het ambt bij de inrichtende macht, gespreid over minstens twee schooljaren;

4° De betrekking uitoefenen als hoofdambt.

§ 4. In het geval van een ongunstige evaluatie na afloop van de periode vermeld in § 2, 2° en § 3, 2°, wordt er ambtshalve een einde gesteld aan het ambt van het personeelslid. Bij ontstentenis van een evaluatie binnen die termijn, wordt deze gunstig geacht.

§ 5. De coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën die de vermelding "ongunstig" toegekend krijgt, kan binnen de tien dagen na de kennisgeving van die vermelding bij aangetekend schrijven een bezwaarschrift daartegen indienen bij de raad van beroep ingesteld door hoofdstuk XI, afdeling 3, van huidig decreet.

De procedure- en werkingsregels voorzien in die bepalingen zijn van toepassing op het beroep georganiseerd in toepassing van de huidige paragraaf.

Het centraal paritair comité stelt het model van het evaluatieverslag vast en bepaalt de modaliteiten volgens dewelke de evaluatie plaatsvindt.

Het personeelslid dat beroep aantekent tegen een ongunstige evaluatievermelding, bezorgt onmiddellijk een kopie van zijn bezwaarschrift aan de inrichtende macht van de secundaire onderwijsinrichting waartoe het centrum voor gevorderde technologieën waaronder hij ressorteert afhangt.

De raad van beroep bedoeld in het eerste lid brengt zijn advies uit aan de inrichtende macht van de secundaire onderwijsinrichting waarvan het centrum voor gevorderde technologieën waaronder het personeelslid ressorteert afhangt binnen een termijn van maximum 45 kalenderdagen na ontvangst van het bezwaarschrift. Dezelfde inrichtende macht beslist en kent de coördinator de evaluatievermelding toe binnen een termijn van maximum één maand na de ontvangst van het advies.

§ 6. De inrichtende macht van de secundaire onderwijsinrichting waarvan het centrum voor gevorderde technologieën waaronder het personeelslid ressorteert afhangt moet de toekenning aan de coördinator van een “ongunstige” vermelding in de zin van artikel 3, § 11, van huidig decreet met redenen omkleeden.”

**Art. 9.** In hetzelfde decreet wordt in afdeling III, toegevoegd door artikel 6 van huidig decreet, een artikel 54*novies*, luidend als volgt, toegevoegd:

“Artikel 54*novies*. - De benoeming in vast verband in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën kan slechts gebeuren indien de betrekking als hoofdamt wordt bekleed.

**Art. 10.** In hetzelfde decreet wordt in afdeling III, toegevoegd door artikel 6 van huidig decreet, een artikel 54*decies*, luidend als volgt, toegevoegd:

“Artikel 54*decies* - § 1 - Het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën kan tijdelijk worden toevertrouwd aan een personeelslid dat op het ogenblik van de aanwerving de voorwaarden van artikel 54*septies*, § 4, 1° tot 6°, of § 5, 1° tot 7°, vervult:

1° bij afwezigheid van de titularis van het ambt gedurende meer dan vijftien weken;

2° of in het geval bedoeld in artikel 50.

Gedurende die periode blijft het personeelslid bedoeld in artikel 54*octies*, § 1, titularis van het ambt waarin het desgevallend door de oorspronkelijke inrichtende macht in vast verband werd aangeworven.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, 1°, wordt de voorwaarde bedoeld in artikel 54*septies*, § 4, 6°, of § 5, 7°, niet vereist voor aanwervingen met een duurtijd van vijftien weken of minder.

**Art. 11.** In hetzelfde decreet wordt in afdeling III, toegevoegd door artikel 6 van huidig decreet, een artikel 54*undecies*, luidend als volgt, toegevoegd:

“Artikel 54*undecies* - § 1. Elke tijdelijke aanwerving in een betrekking van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën wordt schriftelijk opgesteld, overeenkomstig artikel 31 en met uitzondering van 8°.

Een tijdelijke aanwerving in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën wordt beëindigd in gezamenlijk overleg, door een beslissing van de inrichtende macht of door toepassing van hoofdstuk VIII.

Het einde van het schooljaar heft echter geen invloed op de tijdelijke aanwerving in een betrekking van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën.

§ 2. De inrichtende macht kan niet overgaan tot een tijdelijke aanwerving in een betrekking van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën als de bepalingen in verband met reffectatie haar ertoe verplichten die betrekking toe te kennen aan een personeelslid dat ter beschikking werd gesteld bij ontstentenis van betrekking.”

*Afdeling II.* — Bepaling tot wijziging van het decreet van 6 juni 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs

**Art. 12.** In het decreet van 6 juni 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, wordt in hoofdstuk IV, voor artikel 37, een afdeling I, luidend als volgt, toegevoegd: “Afdeling I: Algemene bepalingen”.

**Art. 13.** In artikel 39 van hetzelfde decreet worden de woorden “een cyclus of een andere onderafdeling” vervangen door de woorden “een cyclus, een andere onderafdeling of een secundaire onderwijsinrichting waarvan het centrum voor gevorderde technologieën afhangt”.

**Art. 14.** In hetzelfde decreet wordt onder hoofdstuk IV, na artikel 39, een afdeling II toegevoegd, getiteld: “Afdeling II: Toegangsvoorwaarden tot selectieambten, met uitzondering van het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën.”

**Art. 15.** In hetzelfde decreet wordt onder hoofdstuk IV, na artikel 44, een afdeling III toegevoegd, getiteld: “Afdeling III: Specifieke bepalingen betreffende het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën.”

**Art. 16.** In hetzelfde decreet wordt in afdeling III, toegevoegd door artikel 15 van huidig decreet, een artikel 44*quinquies*, luidend als volgt, toegevoegd:

“Artikel 44*quinquies* - § 1. Voorafgaande aan de aankondiging van de vacature van een betrekking in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën, vaardigt de Regering de algemene vaardigheden van het profiel voor het openstaande selectieambt uit.

§ 2. Als er bij een inrichtende macht een definitief openstaande betrekking van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën moet worden ingevuld:

1° Bepaalt de inrichtende macht de technische en specifieke vaardigheden vereist in het profiel voor het openstaande selectieambt.

In dat kader raadpleegt hij het Begeleidingscomité van het centrum voor gevorderde technologieën waarin de betrekking moet worden ingevuld en, naargelang het geval, de plaatselijke overleginstantie of, bij ontstentenis daarvan, de vakbondsafvaardiging van de inrichting waaronder de betrekking ressorteert.

De inrichtende macht mag aanvullende criteria toevoegen aan de voorwaarden voor een benoeming in vast verband bedoeld in artikel 44*sexies*, § 1 of § 2.

2° Lanceert de inrichtende macht een oproep tot kandidatuurstelling volgens de vormen bepaald door de Regering en op voorstel van het Centraal paritair comité;

3° Onderzoekt de inrichtende macht de kandidaturen die beantwoorden aan de voorwaarden van artikel 44*quinquies*, § 3 of § 4, rekening houdend met de criteria bepaald in het functieprofiel opgesteld in toepassing van huidig artikel.

Bij gelijke vaardigheden, krijgt het personeelslid dat de voorwaarden van artikel 44*quinquies*, § 3, vervult, bij de aanstelling in tijdelijk verband voorrang op het personeelslid dat de voorwaarden van artikel 44*quinquies*, § 4, vervult.



4° Na onderzoek van de kandidaturen overeenkomstig punt 3°, kiest de inrichtende macht vrij haar kandidaat en stelt ze na afloop van deze procedure de aldus geselecteerde kandidaat aan in tijdelijk verband.

§ 3. Niemand mag in tijdelijk verband worden aangesteld in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën als hij op het ogenblik van de aanstelling in tijdelijk verband de volgende voorwaarden niet vervult:

1° beschikken over 6 jaar dienstanciënniteit in het georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs, in een wervings-, selectie- of bevorderingsambt van de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel bedoeld in bijlage I van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs en berekend volgens de modaliteiten bepaald in artikel 34;

2° vast benoemd zijn in één van die wervings-, selectie- of bevorderingsambten;

3° titularis zijn, in vast verband, van één of meerdere ambten met ten minste de helft van het minimaal aantal uren vereist om een ambt met volledige prestatie te vormen in het georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

4° in het georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs in vast verband één of meer ambten uitoefenen die toegang geven tot het toe te kennen selectieambt en houder zijn van een bekwaamheidsbewijs overeenkomstig artikel 101 van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs;

5° beantwoorden aan de criteria van het functieprofiel bedoeld in artikel 44*quinquies*, § 2, 1°;

6° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidatuurstelling bedoeld in artikel 44*quinquies*, § 2, 2°.

§ 4. Kan eveneens aanspraak maken op een aanstelling in tijdelijk verband in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën, het personeelslid dat op het ogenblik van de aanstelling in tijdelijk verband de volgende voorwaarden vervult:

1° beschikken over zijn burgerrechten en politieke rechten;

2° houder zijn van één van de volgende bekwaamheidsbewijzen:

- getuigschrift van het zesde jaar van het secundair beroepsonderwijs, aangevuld met 9 jaar nuttige beroepservaring, aangerekend volgens de procedure voorzien in artikelen 23 en 24 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, in het activiteitendomein van het centrum voor gevorderde technologieën waarop de oproep tot kandidatuurstelling bedoeld in artikel 44*quinquies*, § 2, 2°, betrekking heeft;

- getuigschrift van hoger secundair onderwijs, aangevuld met 6 jaar nuttige beroepservaring, aangerekend volgens de procedure voorzien in artikelen 23 en 24 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, in het activiteitendomein van het centrum voor gevorderde technologieën waarop de oproep tot kandidatuurstelling bedoeld in artikel 44*quinquies*, § 2, 2°, betrekking heeft;

- getuigschrift van de eerste graad van het hoger onderwijs, zoals bepaald in artikel 69, § 1, of artikel 70, § 1; van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies aangevuld met 3 jaar nuttige beroepservaring, aangerekend volgens de procedure voorzien in artikelen 23 en 24 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het door de Franse Gemeenschap georganiseerde en gesubsidieerde basis- en secundair onderwijs, in het activiteitendomein van het centrum voor gevorderde technologieën waarop de oproep tot kandidatuurstelling bedoeld in artikel 44*quinquies*, § 2, 2°, betrekking heeft;

3° in regel zijn met de wets- en reglementsbepalingen betreffende de taalregeling;

4° van onberispelijk gedrag zijn;

5° voldaan hebben aan de dienstplichtwetten;

6° beantwoorden aan de criteria van het functieprofiel bedoeld in artikel 44*quinquies*, § 2, 1°;

7° gevolg hebben gegeven aan de oproep tot kandidatuurstelling bedoeld in artikel 44*quinquies*, § 2, 2°''

**Art. 17.** In hetzelfde decreet wordt in afdeling III, toegevoegd door artikel 15 van huidig decreet, een artikel 44*sexies*, luidend als volgt, toegevoegd:

“Artikel 44*sexies* - § 1. Het personeelslid aangesteld in tijdelijk verband als coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën in overeenkomst met artikel 44*quinquies*, wordt voor dat ambt in vast verband benoemd zodra hij voldoet aan de voorwaarden bepaald in huidig artikel.

§ 2. Niemand mag in vast verband worden benoemd in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën als hij op het ogenblik van de vaste benoeming, naast de voorwaarden vermeld in artikel 44*quinquies*, § 3, de volgende voorwaarden niet vervult:

1° gedurende een ononderbroken periode van 600 dagen in tijdelijk verband aangesteld zijn ten gevolge van de aanwerving uitgevoerd in toepassing van artikel 44*quinquies*, § 2, 4°;

2° in de loop van de drie maanden voorafgaand aan het einde van die periode een evaluatie hebben ondergaan met vermelding “positief” door de inrichtende macht van de secundaire onderwijsinrichting waarvan het centrum voor gevorderde technologieën waaronder het personeelslid ressorteert, afhangt.”

§ 3. Een door de inrichtende macht aangeworven personeelslid overeenkomstig artikel 44*quinquies*, § 4, kan eveneens in vast verband in het selectieambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën worden benoemd als hij op het ogenblik van de benoeming in vast verband de volgende voorwaarden vervult:

1° gedurende een ononderbroken periode van 600 dagen in tijdelijk verband aangesteld zijn ten gevolge van de aanwerving uitgevoerd in toepassing van artikel 44*quinquies*, § 2, 4°;

2° in de loop van de drie maanden voorafgaand aan het einde van die periode een evaluatie hebben ondergaan met vermelding “positief” door de inrichtende macht van de secundaire onderwijsinrichting waarvan het centrum voor gevorderde technologieën afhangt.”

3° beschikken over 600 dagen dienstanciënniteit in het gesubsidieerd onderwijs, gespreid over minstens drie schooljaren, waarvan 300 dagen in het ambt bij de inrichtende macht, gespreid over minstens twee schooljaren;

4° de betrekking uitoefenen als hoofdamt

§ 4. In het geval van een ongunstige evaluatie na afloop van de periode vermeld in § 2, 2° en § 3, 2°, wordt er ambtshalve een einde gesteld aan het ambt van het personeelslid.

Bij ontstentenis van een evaluatie binnen die termijn, wordt deze gunstig geacht.

§ 5. De coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën die de vermelding “ongunstig” toegekend krijgt, kan binnen de tien dagen na de kennisgeving van die vermelding bij aangetekend schrijven een bezwaarschrift daartegen indienen bij de raad van beroep ingesteld door hoofdstuk X van huidig decreet.

De procedure- en werkingsregels voorzien in die bepalingen zijn van toepassing op het beroep georganiseerd in toepassing van de huidige paragraaf.

Het centraal paritair comité stelt het model van het evaluatieverslag vast en bepaalt de modaliteiten volgens dewelke de evaluatie plaatsvindt.

Het personeelslid dat beroep aantekent tegen een ongunstige evaluatievermelding, bezorgt onmiddellijk een kopie van zijn bezwaarschrift aan de inrichtende macht van de secundaire onderwijsinrichting waartoe het centrum voor gevorderde technologieën waaronder hij ressorteert afhangt.

De raad van beroep bedoeld in het eerste lid brengt zijn advies uit aan de inrichtende macht van de secundaire onderwijsinrichting waarvan het centrum voor gevorderde technologieën waaronder het personeelslid ressorteert afhangt binnen een termijn van maximum 45 kalenderdagen na ontvangst van het bezwaarschrift. Dezelfde inrichtende macht beslist en kent de coördinator de evaluatievermelding toe binnen een termijn van maximum één maand na de ontvangst van het advies.”.

**Art. 18.** In hetzelfde decreet wordt in afdeling III, toegevoegd door artikel 15 van huidig decreet, een artikel 44septies, luidend als volgt, toegevoegd:

“Artikel 44septies – De benoeming in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën kan slechts gebeuren indien het ambt als hoofdamt wordt bekleed.

**Art. 19.** In hetzelfde decreet wordt in afdeling III, toegevoegd door artikel 15 van huidig decreet, een artikel 44octies, luidend als volgt, toegevoegd:

“Artikel 44octies – § 1. Het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën kan tijdelijk worden toevertrouwd aan een personeelslid dat de voorwaarden van artikel 44quinquies, § 3, 1° tot 6°, of § 4, 1° tot 7°, vervult:

1° bij afwezigheid van de titularis van het ambt gedurende meer dan vijftien weken;

2° of in het geval bedoeld in artikel 39.

Gedurende die periode blijft het personeelslid bedoeld in artikel 44sexies, § 1, titularis van het ambt waarin het desgevallend door de oorspronkelijke inrichtende macht in vast verband werd benoemd.

§ 2. In afwijking van § 1, eerste lid, 1°, wordt de voorwaarde bedoeld in artikel 44quinquies, § 3, 6°, of § 4, 7°, niet vereist voor aanwervingen met een duurtijd van vijftien weken of minder.

**Art. 20.** In hetzelfde decreet wordt in afdeling III, toegevoegd door artikel 15 van huidig decreet, een artikel 44novies, luidend als volgt, toegevoegd:

“Artikel 44novies - § 1. Elke tijdelijke aanstelling in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën wordt schriftelijk vastgesteld en de vermeldingen bedoeld in artikel 21, met uitzondering van 7°, worden daarin opgenomen.

§ 2. De inrichtende macht kan niet overgaan tot een tijdelijke aanstelling in een betrekking van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën als de bepalingen in verband met reffectatie haar ertoe verplichten die betrekking toe te kennen aan een personeelslid dat ter beschikking werd gesteld bij ontstentenis van betrekking.

§ 3. Een tijdelijke aanstelling in een betrekking van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën wordt beëindigd:

a) in gezamenlijk overleg;

b) door een beslissing van de inrichtende macht volgens de procedure bedoeld in § 4 van het huidige artikel;

c) of door toepassing van artikel 22, eerste lid.

Het einde van het schooljaar heft echter geen invloed op de tijdelijke aanstelling in een ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën.

§ 4. Mits een opzegtermijn van vijftien dagen, kan de inrichtende macht een einde stellen aan de aanstelling van een personeelslid aangesteld in tijdelijk verband in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën.

Voorafgaande aan de kennisgeving van elke beslissing tot beëindiging van een aanstelling, moet het personeelslid uitgenodigd worden om door de inrichtende macht gehoord te worden.

De oproeping voor de hoorzitting, alsook de redenen waarom de Regering van plan is om een einde te maken aan de aanstelling van het personeelslid, worden hem ten minste vijf werkdagen vóór de hoorzitting bekendgemaakt, ofwel bij een ter post aangetekend schrijven ofwel door de overhandiging van een schrijven met ontvangstbewijs. Bij de hoorzitting, kan het personeelslid zich laten bijstaan of vertegenwoordigen door een advocaat, door een verdediger gekozen uit de personeelsleden die in actieve dienst of in ruste gesteld zijn in het gesubsidieerd officieel onderwijs of door een vertegenwoordiger van een vakorganisatie die de personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs vertegenwoordigt en aangesloten is bij organisaties die in de Nationale Arbeidsraad zetelen.

Van de hoorzitting wordt een proces-verbaal opgemaakt.

De procedure wordt geldig voortgezet wanneer het behoorlijk opgeroepen personeelslid zich niet op de hoorzitting aanmeldt of er niet vertegenwoordigd wordt.”

*Afdeling III.* — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs

**Art. 21.** In het decreet van 2 februari 2007 tot vaststelling van het statuut van de directeurs worden in artikel 101, na het tweede lid, twee nieuwe leden, luidend als volgt, toegevoegd:

De bekwaamheidsbewijzen en de ambten bedoeld in artikel 44sexies, § 1, 4° van het decreet van 6 juni 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs, voor het selectieambt opgenomen in kolom 1 van de hiernavolgende tabel (tabel I) zijn deze die in de kolommen 2 en 3 van dezelfde tabel naast het bovenvermelde ambt worden vermeld.

De bekwaamheidsbewijzen en de ambten bedoeld in artikel 54<sup>octies</sup>, § 1, 4° van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, voor het selectieambt opgenomen in kolom 1 van de hiernavolgende tabel (tabel I) zijn deze die in de kolommen 2 en 3 van dezelfde tabel naast het bovenvermelde ambt worden vermeld.”

**Art. 22.** In hetzelfde decreet wordt in tabel I, na de rubriek “coördinator van een centrum voor alternerend onderwijs en vorming”, de volgende rubriek toegevoegd:

1. Selectieambt	2. Uitgeoefend(e) ambt(en)	3. Bekwaamheidsbewijs(bewijzen)
Coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën	Wervings-, selectie- of bevorderingsambt in de categorie bestuurs- en onderwijzend personeel in het secundair onderwijs van de lagere cyclus of van de hogere cyclus of van beide cyclussen	Als het personeelslid een aanwervingsambt uitoefent: één van de vereiste of voldoende bekwaamheidsbewijzen voor het ambt van leraar technische vakken of leraar beroepspraktijk

#### HOOFDSTUK III. — *Transversale bepalingen*

##### *Afdeling I.* — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten

**Art. 23.** In artikel 5 van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten, zoals aangevuld door de decreten van 27 maart 2002 en 9 februari 2017, wordt een punt 6°, luidend als volgt, toegevoegd:

“6° Coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën”

*Afdeling II.* — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat

**Art. 24.** In het koninklijk besluit van 27 juni 1974 waarbij op 1 april 1972 worden vastgelegd de schalen verbonden aan de ambten van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel en van het paramedisch personeel bij de rijksonderwijsinrichtingen, aan de ambten van de leden van de inspectiedienst, belast met het toezicht op deze inrichtingen en aan de ambten van de leden van de inspectiedienst van het gesubsidieerd lager onderwijs, en de schalen verbonden aan de graden van het personeel van de psycho-medisch-sociale centra van de Staat, wordt in hoofdstuk *Dbis*, “Bestuurs- en onderwijzend personeel van het secundair onderwijs”, na het ambt “directeur van een technisch tuinbouwcentrum van de Franse Gemeenschap”, het ambt “14. Coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën 416” toegevoegd.

*Afdeling III.* — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen

**Art. 25.** In het koninklijk besluit van 15 januari 1974 genomen ter toepassing van artikel 160 van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, wordt artikel 1, § 1, aangevuld als volgt:

“In afwijking van de bovenstaande bepalingen, genieten de coördinatoren van de centra voor gevorderde technologieën van een jaarlijks vakantieverlof, vastgesteld als volgt:

a) Kerstvakantie: van 21 december tot en met 3 januari of van 22 december tot en met 4 januari of van 23 december tot en met 5 januari;

b) zomervakantie : van 15 juli tot en met 15 augustus;

c) 10 andere werkdagen dan de dagen bedoeld in punten a) en b), op te nemen in overleg met het hoofd van de secundaire onderwijsinrichting waarvan het centrum voor gevorderde technologieën waaronder ze ressorteren afhangt.”

*Afdeling IV.* — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs

**Art. 26.** In artikel 17, § 1, van het koninklijk besluit van 15 april 1958 houdende bezoldigingsregeling van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel van het Ministerie van Openbaar Onderwijs, gewijzigd door de decreten van 20 december 2001, 3 maart 2004, 4 mei 2005, 13 december 2007, 11 januari 2008, 9 mei 2008, 19 februari 2009 en 12 juli 2012, worden de woorden “alsmede voor het personeelslid dat les geeft in de handenarbeid in het lager onderwijs” vervangen door de woorden “alsmede voor het personeelslid dat les geeft in de handenarbeid in het lager onderwijs en voor de coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën”.

*Afdeling V.* — Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra

**Art. 27.** In artikel 2 van het koninklijk besluit van 31 maart 1984 betreffende de opdrachten, de wedden, de weddetoelagen en de verloven voor verminderde prestatie in het onderwijs en de psycho-medisch-sociale centra, gewijzigd door het koninklijk besluit van 29 augustus 1986, wordt een § 3, luidend als volgt, toegevoegd: “In het secundair onderwijs met volledig leerplan, moet de coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën die

zijn ambt voltijds uitoefent 38 uren per week presteren. Bovendien kunnen de betrekkingen van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën worden toevertrouwd aan twee personeelsleden die elk met een halve opdracht belast worden, na voorafgaand advies van het basisoverlegcomité in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, van de lokale paritaire commissie in het gesubsidieerd officieel onderwijs en door de ondernemingsraden, of, bij gebrek hieraan, door het comité voor de arbeidsbescherming, of, bij gebrek hieraan, door de vakbondsdelegaties in het gesubsidieerd vrij onderwijs, met evocatierecht van het verzoeningsbureau bij onenigheid.”

#### AFDELING VI. — Overgangsbepalingen

**Art. 28.** De coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën die, naargelang het geval, werd aangesteld of aangeworven

1° in toepassing van artikel 18 van het decreet van het Waalse Gewest van 25 april 2002 betreffende de tegemoetkomingen ter bevordering van de indienstneming van niet-werkende werkzoekenden door de plaatselijke, gewestelijke en gemeenschapsoverheden, door bepaalde werkgevers in de niet-commerciële sector, het onderwijs en de commerciële sector;

2° in toepassing van artikel 7 van het decreet van 24 juni 1996 houdende regeling van de opdrachten, verloven wegens opdracht en terbeschikkingstelling wegens opdracht in het door de Franse Gemeenschap georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs;

3° in toepassing van artikel 12<sup>ter</sup> van het decreet van 4 januari 1999 betreffende de bevorderingsambten en de selectieambten;

en die op 1 september 2018 beschikt over 720 dagen anciënniteit in het ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën in het vrij gesubsidieerd onderwijs of 600 dagen in het officieel gesubsidieerd onderwijs of in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, geniet, als hij daartoe een aanvraag indient bij de inrichtende macht van de secundaire onderwijsinrichting waarvan het centrum voor gevorderde technologieën waaronder hij ressorteert afhangt, van de in huidige afdeling opgenomen overgangsbepalingen.

**Art. 29.** De coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën bedoeld in het vorige artikel wordt in vast verband aangeworven/in vast verband benoemd onder de volgende voorwaarden:

- zijn ambt hebben uitgeoefend in hetzelfde centrum voor gevorderde technologieën en op 1 september 2018 beschikken over 360 dagen anciënniteit in dat ambt in het vrij gesubsidieerd onderwijs of 300 dagen in het officieel gesubsidieerd onderwijs of in het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

- een evaluatie hebben ondergaan die aanleiding heeft gegeven tot de toekenning van de vermelding “gunstig” en werd uitgevoerd volgens de modaliteiten voorzien, naargelang het geval, in artikel 54<sup>octies</sup>, § 4 tot 6 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs of artikel 44<sup>sexies</sup>, § 4 en 5 van het decreet van 6 juni 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd officieel onderwijs.

Deze evaluatie wordt uitgevoerd door de inrichtende macht van de secundaire onderwijsinrichting waartoe het centrum voor gevorderde technologieën waaronder de coördinator ressorteert behoort en is gebaseerd op het functieprofiel bedoeld, naargelang het geval, in artikel 54<sup>septies</sup>, § 2, 1° van voornoemd decreet van 1 februari 1993 of artikel 44<sup>quinqies</sup>, § 2, 1 van voornoemd decreet van 6 juni 1994.

Ze houdt rekening met de algemene context waarin de coördinator moet werken en met de middelen die hem ter beschikking worden gesteld.

Voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, het voorwerp hebben uitgemaakt van een verslag zoals bedoeld in artikel 75<sup>ter</sup> van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen van kleuter-, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunst- en normaalonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen, en dat aanleiding gaf tot de vermelding “gunstig”. Een dergelijk verslag moet worden opgesteld tussen 3 en 28 juni 2019.

**Art. 30.** § 1. De personeelsleden die, naargelang het geval, in vast verband werden aangeworven of benoemd in toepassing van het vorige artikel, genieten, zonder beperking in de tijd, van de weddeschalen verbonden aan het nieuwe ambt van coördinator van een centrum voor gevorderde technologieën, behalve als de weddeschaal verbonden aan hun vorig ambt hen een hogere bezoldiging verzekert.

§ 2. De diensten die het personeelslid bedoeld in artikel 28 voor 1 september 2018 presteerde, worden bovendien in aanmerking genomen bij de berekening van zijn administratieve anciënniteit.

#### Afdeling VII. — Slotbepaling

**Art. 31.** Het huidige decreet treedt in werking op 1 september 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 juli 2018.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,  
A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel,  
belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,  
R. MADRANE



De Minister van Onderwijs,  
M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,  
A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,  
I. SIMONIS

Nota

Zitting 2017-2018

Stukken van het Parlement.

- Ontwerpdecreet nr. 655-1.

- Commissieverslag nr. 655-2.

- Tekst aangenomen tijdens de vergadering, nr. 655-3.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. Vergadering van 11 juli 2018.

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/13298]

### 18 JUILLET 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant renouvellement de douze agréments de centres de validation des compétences

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française qui prévoit, en ses articles 14, 15 et 16, les conditions d'agrément en tant que Centre de validation des compétences ;

Vu le décret du 22 octobre 2003 portant assentiment à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 relatif à la validation des compétences dans le champ de la formation professionnelle continue, conclu entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française ;

Vu l'avis du Comité directeur du Consortium de validation des compétences du 11 juin 2018 ;

Vu l'avis de la Commission consultative et d'agrément du Consortium de validation des compétences du 25 juin 2018 ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Les agréments des centres de validation des compétences suivants sont renouvelés, sous réserve de l'octroi du renouvellement d'agrément par les trois parties à l'accord de coopération du 24 juillet 2003, pour une durée de deux ans :

- Centre de validation BF Industrie, audité pour le métier de « Mécanicien d'entretien de voitures particulières et de véhicules utilitaires légers/Mécanicienne d'entretien de voitures particulières et de véhicules utilitaires » par l'organisme de contrôle BCCA sa N° dossier 087/141008 ;

- Centre de validation des compétences de l'EPS Mouscron-Comines-Picardie, audité pour le métier d'« Aide-comptable » par l'organisme de contrôle BCCA sa N° dossier 032/030206 ;

- Centre de validation des compétences de l'EPS Mouscron-Comines-Picardie, audité pour le métier d'« Aide-ménager/Aide-ménagère » par l'organisme de contrôle BCCA sa N° dossier 059/300707 ;

- Centre de validation des compétences de l'EPS Mouscron-Comines-Picardie, audité pour le métier de « Conducteur de chariot élévateur/Conductrice de chariot élévateur » par l'organisme de contrôle BCCA sa N° dossier 133/221012 ;

- Centre de validation des compétences de l'EPS Mouscron-Comines-Picardie, audité pour le métier d'« Installateur sanitaire/Installatrice sanitaire » par l'organisme de contrôle BCCA sa N° dossier 033/030206 ;

- Centre de formation construction de Tournai, audité pour le métier de « Plafonneur/Plafonneuse » par l'organisme de contrôle BCCA sa N° dossier 152/231015 ;

- Autoform, audité pour le métier de « Mécanicien d'entretien des voitures particulières et véhicules utilitaires légers/Mécanicienne d'entretien des voitures particulières et véhicules utilitaires légers » par l'organisme de contrôle BCCA sa N° dossier 072/030408 ;

- Centre de validation bruxellois des métiers de l'HORECA, audité pour le métier de « Barman/Barmaid » par l'organisme de contrôle BCCA sa N° dossier 153/231015 ;

- Centre de validation bruxellois des métiers de l'HORECA, audité pour le métier de « Garçon/Serveuse de restaurant » par l'organisme de contrôle BCCA sa N° dossier 154/231015 ;

- Centre de validation bruxellois des métiers de l'HORECA, audité pour le métier de « Premier chef de rang/Première cheffe de rang » par l'organisme de contrôle BCCA sa N° dossier 155/231015 ;

- Centre de validation de l'EPS Sambreville, audité pour le métier de « Technicien PC&Réseaux /Technicienne PC&Réseaux » par l'organisme de contrôle BCCA sa N° dossier 135/200613 ;

- Centre de validation de l'EPS Sambreville, audité pour le métier de « Tôlier industriel/Tôlière industrielle » par l'organisme de contrôle BCCA sa N° dossier 111/170310.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

La durée d'agrément de deux ans ne commence à courir qu'à partir du jour où les trois parties contractantes à l'accord de coopération du 24 juillet 2003 ont chacune pris une décision d'octroi de renouvellement d'agrément.